

No. 33518

**BELGO-LUXEMBOURG
ECONOMIC UNION
and
CZECHOSLOVAKIA**

Agreement concerning the reciprocal promotion and protection of investments (with protocol). Signed at Brussels on 24 April 1989

Authentic texts: French and Czech.

Registered by the Belgo-Luxembourg Economic Union on 15 January 1997.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
et
TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant la promotion et la protection réciproques des investissements (avec protocole). Signé à Bruxelles le 24 avril 1989

Textes authentiques : français et tchèque.

Enregistré par l'Union économique belgo-luxembourgeoise le 15 janvier 1997.

ACCORD¹ ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA PROMOTION ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

et

LA REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHECOSLOVAQUE,

DESIREUSES

de développer leurs relations amicales en s'inspirant des principes de l'Acte final de la Conférence de Helsinki pour la Sécurité et la Coopération en Europe, signé le 1er août 1975²,

et

de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

CONSIDERANT

l'influence bénéfique que pourra exercer un tel accord pour améliorer les relations économiques et renforcer la confiance dans le domaine des investissements,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1.

1. Le terme "investisseurs" désigne :

a) en ce qui concerne l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise :

¹ Entré en vigueur le 13 février 1993 par notification, conformément à l'article 10.

² *Documents d'actualité internationale*, nos 34-35-36 (26 août-2 et 9 septembre 1975), p. 642 (La Documentation française).

- aa) toute personne physique qui, selon la législation belge ou luxembourgeoise, est citoyen du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg ;
 - ab) toute personne morale constituée conformément à la législation belge ou luxembourgeoise ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.
- b) en ce qui concerne la République Socialiste Tchécoslovaque :
- ba) toute personne morale constituée conformément à la législation tchécoslovaque ayant son siège social sur le territoire de la République Socialiste Tchécoslovaque ;
 - bb) toute personne physique qui selon la législation tchécoslovaque est citoyen de la République Socialiste Tchécoslovaque et pour autant qu'elle soit autorisée à agir en qualité d'investisseur aux termes de la loi tchécoslovaque.
2. Le terme "investissements" désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect dans toutes entreprises de quelque secteur d'activité économique que ce soit, et notamment :
- a) les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels;
 - b) les actions et autres formes de participation dans des entreprises ;
 - c) les créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;
 - d) les droits de propriété industrielle et intellectuelle ainsi que les fonds de commerce.

Aucune modification de la forme juridique des investissements ou réinvestissements n'affecte leur qualification au sens du présent Accord.

ARTICLE 2.

1. En vue d'assurer le développement de leurs rapports économiques réciproques, chacune des Parties contractantes s'engage à admettre sur son territoire et conformément à sa législation les investissements des investisseurs de l'autre Partie contractante.

2. Le présent Accord s'applique également à tous les investissements existants déjà sur le territoire de l'une des Parties contractantes et effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante.

3. Chacune des Parties contractantes assure aux investissements effectués sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement excluant toute mesure illégitime ou discriminatoire qui pourrait entraver leur gestion, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance ou leur liquidation.

4. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouissent d'une protection et d'une sécurité constantes, qui sont égales à celles dont jouissent les investissements appartenant aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

5. Néanmoins, les dispositions des paragraphes 3 et 4 ne s'étendent pas aux privilèges qu'une Partie contractante peut accorder aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu :
 - a) de sa participation à une union économique, une union douanière, une zone de libre échange ou diverses associations économiques internationales, telles que la Communauté Economique Européenne et le Conseil d'Aide Economique Mutuelle ;

 - b) d'une convention tendant à éviter la double imposition fiscale ou de toute autre convention en matière d'impôts.

ARTICLE 3.

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ne peuvent pas être expropriés ni soumis à d'autres mesures de dépossession directe ou indirecte, totale ou partielle, ayant un effet similaire, sauf si les mesures
 - a) sont prises selon une procédure légale et ne sont pas discriminatoires ;
 - b) sont assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité qui sera payée aux investisseurs en monnaie convertible et versée sans délai. Son montant devra correspondre à la valeur réelle des investissements à la veille du jour où les mesures sont prises ou rendues publiques.
2. Les investisseurs de chacune des Parties contractantes dont les investissements subissent des dommages à l'occasion d'un conflit armé, d'un état d'urgence ou de troubles, survenant sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions ou toutes formes de dédommagement.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aux investisseurs de chacune des Parties contractantes, titulaires de toute forme de participation dans quelque entreprise que ce soit sur le territoire de l'autre Partie contractante.
4. Dans tous les cas visés au présent article, chaque Partie contractante accorde sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante, un traitement égal à celui réservé aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

ARTICLE 4.

1. Chacune des Parties contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert en monnaie convertible des avoirs relatifs à un investissement, et notamment :
 - a) du capital ou d'un montant complémentaire visant à maintenir ou accroître l'investissement ;
 - b) des bénéfices, dividendes, intérêts ou autres revenus courants ;
 - c) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts ;
 - d) des produits d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement ;
 - e) des indemnités dues en application de l'article 3.
2. Les transferts visés au paragraphe 1. sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert en vertu de la réglementation de change en vigueur respectivement sur le territoire de chacune des Parties contractantes.
3. Chacune des Parties contractantes prend les dispositions nécessaires pour qu'après accomplissement des formalités prescrites par sa législation, les transferts soient assurés sans délai et sans autre charge que les taxes et frais usuels.
4. Les garanties prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 sont égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée, sous réserve des dispositions de l'article 2 paragraphe 5.

ARTICLE 5.

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle, des indemnités sont versées par un assureur à un investisseur de l'une des Parties contractantes pour l'investissement qu'il a réalisé sur le territoire de l'autre Partie contractante, cette dernière reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits dudit investisseur.
2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.
3. Tout différend entre une Partie contractante et l'assureur d'un investisseur de l'autre Partie contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'article 8 du présent Accord.

ARTICLE 6.

1. Le présent Accord ne peut empêcher les investisseurs de se prévaloir de dispositions plus favorables contenues dans la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle les investissements ont été effectués ou dans les accords internationaux qui engagent les deux Parties contractantes.
2. Les investisseurs d'une Partie contractante peuvent conclure avec l'autre Partie contractante des accords particuliers dont les dispositions ne peuvent toutefois pas être contraires au présent Accord. Les investissements effectués en vertu de ces accords particuliers sont régis par les dispositions de ceux-ci et subsidiairement, par celles du présent Accord.

ARTICLE 7.

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doit être réglé, autant que possible, entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.
2. A défaut de règlement par cette voie, le différend est soumis à une commission mixte, composée de représentants des Parties contractantes. Cette commission se réunit sans délai, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes.
3. Si le différend ne peut être réglé de cette manière dans un délai de six mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal arbitral, à la demande de l'une des Parties contractantes.
4. Le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante et cas par cas :
chaque Partie contractante désigne un arbitre et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, ressortissant d'un Etat tiers, qui sera président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois mois, le président dans un délai de cinq mois, à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal arbitral.
5. Si les délais fixés au paragraphe 4. n'ont pas été observés, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies sera invité à procéder aux nominations nécessaires.
6. Le tribunal arbitral statue sur base des dispositions du présent Accord et des règles et principes de droit international généralement admis.

7. Le tribunal arbitral fixe préalablement ses propres règles de procédure.
8. Le tribunal arbitral prend ses décisions à la majorité des voix ; elles sont définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.
9. Chaque Partie contractante supporte les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais du président et les autres frais sont supportés à parts égales par les Parties contractantes.

ARTICLE 8.

1. Les différends entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante, relatifs aux indemnités dues en vertu de l'article 3 paragraphes 1. et 3., font l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire détaillé, adressée par l'investisseur à la Partie contractante concernée. Dans la mesure du possible, ces différends sont réglés à l'amiable.
2. Si le différend n'est pas réglé dans un délai de six mois à compter de la date de la notification écrite visée au paragraphe 1. et en l'absence de toute autre forme de règlement convenue entre les parties au différend, il est soumis, à la demande de l'investisseur, à l'arbitrage devant un tribunal "ad hoc".
3. Ce tribunal "ad hoc" sera formé pour chaque cas de la manière suivante: chaque partie au différend désigne un arbitre, les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, ressortissant d'un Etat tiers, qui sera président du tribunal. Les arbitres doivent être désignés dans un délai de deux mois, le président dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'investisseur, partie au différend, a notifié à la Partie contractante concernée son intention de recourir à l'arbitrage. Au cas où les délais visés ci-dessus ne sont pas respectés, chaque partie

au différend peut demander au Président de l'Institut d'arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm de procéder aux nominations nécessaires.

Les membres du tribunal "ad hoc" doivent être ressortissants d'Etats avec lesquels les deux Parties contractantes entretiennent des relations diplomatiques.

4. Le tribunal "ad hoc" fixe ses propres règles de procédure en conformité avec celles de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International adoptées lors de la Conférence du 15 décembre 1976.
5. Le tribunal "ad hoc" statue sur base :
 - du droit national de la Partie contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois;
 - des dispositions du présent Accord;
 - des dispositions de l'engagement particulier qui serait intervenu au sujet de l'investissement;
 - des règles et principes de droit international généralement admis.
6. Les sentences d'arbitrage sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation.

ARTICLE 9.

Chaque Partie contractante peut proposer à l'autre Partie contractante de se consulter à propos de toute matière touchant à l'application ou à l'interprétation du présent Accord.

L'autre Partie contractante prendra les dispositions propres à rendre cette consultation possible.

ARTICLE 10.


1. Le présent Accord entre en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes se sont notifié que les procédures constitutionnelles requises dans leurs pays respectifs sont accomplies.
2. Le présent Accord reste en vigueur pour une période de dix ans. A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans.
3. Les investissements effectués avant l'expiration du présent Accord lui restent encore soumis pour une période de dix ans à compter de la date de ladite expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Parties contractantes, dûment autorisés, ont signé le présent Accord et apposé leur sceau.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 1989.

En double original, chacun en langues française et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise :



ROBERT URBAIN

Pour la République
socialiste tchécoslovaque :



JAN STEJSKAL

PROTOCOLE À L'ACCORD ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA PROMOTION ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Lors de la signature de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République Socialiste Tchèqueoslovaque concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, les mandataires soussignés sont en outre convenus de ce qui suit :

" Les dispositions de l'article 4, paragraphe 1 littera b et c s'appliquent, en ce qui concerne la République Socialiste Tchèqueoslovaque, de manière telle que le libre transfert s'opère par prélèvement sur les avoirs en monnaies librement convertibles de l'entreprise à participation de capitaux étrangers, sauf s'il en a été convenu autrement entre l'investisseur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les autorités tchécoslovaques compétentes".

Ce Protocole fait partie intégrante de l'Accord prémentionné.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 1989.

En double original, chacun en langues française et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour l'Union économique
belgo-luxembourgeoise :



ROBERT URBAIN

Pour la République
socialiste tchécoslovaque :



JAN STEJSKAL

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÈQUE]

DOHODA MEZI HOSPODÁŘSKOU UNIÍ BELGICKO-LUCEMBURSKOU A ČESKOSLOVENSKOU SOCIALISTICKOU REPUBLIKOU O VZÁJEMNÉ PODPĚŘE A OCHRANĚ INVESTIC

Hospodářská unie belgicko-lucemburská a československá socialistická republika

VEDENY PŘÁNÍM

rozvíjet přátelské vztahy v souladu se zásadami Závěrečného aktu Konference o bezpečnosti a spolupráci v Evropě, podepsaného dne 1. srpna 1975 v HELSINKÁCH

a

posílit hospodářskou spolupráci vytvořením výhodných podmínek pro uskutečňování investic investory jedné smluvní strany na území druhé smluvní strany,

JSOUCE PŘESVĚDČENY

o prospěšném vlivu, který taková dohoda může přinést pro zlepšení hospodářských vztahů a posílení důvěry v oblasti investic,

dohodly se na tomto:

Článek 1

1. Pojem "investoři" označuje:

- a) pokud se jedná o Hospodářskou unii belgicko-lucemburskou:
 - aa) všechny fyzické osoby, které jsou podle belgického nebo lucemburského právního řádu občany Belgického království nebo Velkovévodství lucemburského;
 - ab) všechny právnické osoby zřízené podle belgického nebo lucemburského právního řádu a mající své sídlo na území Belgického království nebo Velkovévodství lucemburského.

- b) pokud se jedná o Československou socialistickou republiku:
 - ba) všechny právnické osoby zřízené podle československého právního řádu a mající své sídlo na území Československé socialistické republiky;
 - bb) všechny fyzické osoby, které jsou podle československého právního řádu občany Československé socialistické republiky a pokud jsou podle československého práva oprávněny jednat jako investoři.

2. Pojem "investice" označuje všechna aktiva a všechny přímé i nepřímé vklady do všech podniků jakéhokoli hospodářského oboru, zejména:

- a) věci movité a nemovité, jakož i všechna věcná práva s nimi související,
- b) akcie a ostatní formy účasti na podnicích,
- c) pohledávky a práva vyplývající z jakéhokoli plnění, které má ekonomickou hodnotu,

- d) průmyslová práva a ostatní práva z oblasti duševního vlastnictví, jakož i nehmotné výhody spojené s dobrým jménem nebo pověstí podniku (goodwill).

Jakákoliv změna právní formy investic nebo opětných investic se nedotýká jejich charakteru ve smyslu této Dohody.

Článek 2

1. Ve snaze zabezpečit rozvoj vzájemných hospodářských vztahů se každá smluvní strana zavazuje umožnit na svém území a v souladu se svým právním řádem investice investorů druhé smluvní strany.

2. Tato Dohoda se vztahuje i na všechny investice již existující na území jedné smluvní strany, které byly uskutečněny investory druhé smluvní strany.

3. Každá smluvní strana zabezpečí na svém území investicím uskutečněným investory druhé smluvní strany zacházení vylučující neoprávněná nebo diskriminační opatření, která by mohla překážet jejich správě, udržování, užívání, využití nebo likvidaci.

4. S výjimkou opatření v zájmu veřejného pořádku požívají tyto investice stálé ochrany a právní jistoty, které jsou stejné jako pro investice náležející investorům státu požívajícího nejvyšších výhod.

5. Ustanovení odstavců 3 a 4 se však nevztahují na výhody, které jedna smluvní strana může udělit investorům třetího státu v souvislosti:

- a) s její příslušností k hospodářské unii, celní unii, pásmu volného obchodu nebo některému mezinárodnímu hospodářskému seskupení jako jsou Evropské hospodářské společenství a Rada vzájemné hospodářské pomoci;
- b) s dohodou o zamezení dvojího zdanění nebo jinou dohodou o daňových otázkách.

Článek 3

1. Investice uskutečněné investory jedné smluvní strany na území druhé smluvní strany nemohou být vyvlastněny ani podrobeny jinému opatření s podobným účinkem, které přímo nebo nepřímo, úplně nebo částečně odnímá vlastnické právo, s výjimkou opatření

- a) provedených podle zákona a nemajících diskriminační povahu;
- b) obsahujících ustanovení o zaplacení odškodnění, které bude poskytnuto investorům ve volně směřitelné měně a bez odkladů. Jeho výše bude odpovídat skutečné hodnotě investic v den předcházející dni, kdy byla opatření přijata nebo veřejně vyhlášena.

2. Investorům každé smluvní strany, jejichž investice budou poškozeny v důsledku ozbrojeného konfliktu, výjimečného stavu nebo nepokojů, k nimž dojde na území druhé smluvní strany, bude touto druhou smluvní stranou zabezpečeno nediskriminační zacházení, které bude stejné jako zacházení s investory státu požívajícího nejvyšších výhod ve vztahu k restitucím nebo všem formám náhrady škody.

3. Ustanovení odstavců 1 a 2 se vztahuje na investory obou smluvních stran, kteří se jakoukoli formou účastní na jakémkoli podniku na území druhé smluvní strany.

4. Ve všech případech předvídaných tímto článkem poskytuje každá smluvní strana na svém území investorům druhé smluvní strany zacházení, které je stejné jako zacházení s investory státu požívajícího nejvyšších výhod.

Článek 4

1. Každá smluvní strana zaručuje investorům druhé smluvní strany volný převod finančních prostředků vztahujících se k investici, a to ve volně směnitelných měnách, zejména:

- a) kapitálu nebo doplňujících prostředků k udržování nebo rozšíření investice;
- b) zisku, dividend, úroků nebo jiných běžných příjmů;
- c) částek nezbytných ke splacení půjček;
- d) výnosů při úplné nebo částečné likvidaci investice;
- e) odškodného náležejícího podle článku 3 této Dohody.

2. Převody podle odstavce 1 budou provedeny podle devizových předpisů platných na území každé smluvní strany kursem platným v den převodu.

3. Každá smluvní strana učiní nezbytná opatření, aby po splnění všech náležitostí podle jejího právního řádu se převody uskutečnily bez průtahů a bez jiných poplatků než obvyklých daní a výloh.

4. Při poskytování záruk podle odstavců 1, 2 a 3 budou smluvní strany zacházet s investory druhé smluvní strany stejně jako s investory státu požívajícího nejvyšších výhod s výjimkou

případů, které upravuje ustanovení článku 2 odstavce 5 této Dohody.

Článek 5

1. Je-li na základě zákonné nebo smluvní záruky poskytnuto pojišťovatelem odškodnění investorevi jedné smluvní strany v souvislosti s postihem investice, kterou uskutečnil na území druhé smluvní strany, uzná druhá smluvní strana postoupení práv investora na jeho pojišťovatele.

2. V souladu se zárukou, poskytnutou investicí, již se záruka týká, může pojišťovatel uplatnit všechna práva, která by mohl výkonat investor, kdyby tato práva pojišťovateli nepostoupil.

3. Všechny spory mezi smluvní stranou a pojišťovatelem investora druhé smluvní strany se budou řídit ustanoveními článku 8 této Dohody.

Článek 6

1. Tato Dohoda nemůže bránit investorům využívat výhodnější ustanovení právního řádu, platného na území smluvní strany, kde jsou investice umístěny, nebo mezinárodních smluv, jimiž jsou obě smluvní strany vázány.

2. Investoři jedné smluvní strany mohou uzavřít s druhou smluvní stranou zvláštní smlouvy, jejichž ustanovení však nemohou být v rozporu s touto Dohodou. Investice uskutečněné podle těchto zvláštních smluv se budou řídit jejich ustanoveními, jakož i ustanoveními této Dohody.

Článek 7

1. Všechny spory mezi smluvními stranami o výklad nebo provádění této Dohody se budou, pokud možno, řešit diplomatickou cestou.

2. Pokud při řešení sporů touto cestou nebude dosaženo dohody, bude spor předložen smíšené komisi složené ze zástupců smluvních stran. Tato komise se sejde bez prodlení na žádost jedné ze smluvních stran.

3. Jestliže nebude možno vyřešit spor tímto způsobem ve lhůtě šesti měsíců od zahájení jednání, bude předložen na žádost jedné ze smluvních stran rozhodčímu soudu.

4. Rozhodčí soud bude ustanoven případ od případu takto: Každá smluvní strana určí jednoho rozhodce a tyto dva rozhodci společně určí třetího rozhodce jako předsedu soudu, který bude občanem třetího státu. Rozhodci musí být určeni ve lhůtě tří měsíců, předseda ve lhůtě pěti měsíců ode dne, kdy jedna smluvní strana oznámila druhé smluvní straně svůj úmysl předložit spor rozhodčímu soudu.

5. Jestliže nebudou dodrženy lhůty stanovené v odstavci 4, bude požádán o potřebná jmenování generální tajemník OSN.

6. Rozhodčí soud rozhoduje podle ustanovení této Dohody a podle obecně uznávaných norem a zásad mezinárodního práva.

7. Rozhodčí soud stanoví svá procesní pravidla před zahájením rozhodčího řízení.

8. Soud rozhoduje většinou hlasů; jeho rozhodnutí jsou konečná a závazná pro obě smluvní strany.

9. Každá smluvní strana hradí výlohy svého rozhodce a svého vystupování v rozhodčím řízení. Výlohy předsedy a ostatní výlohy hradí smluvní strany rovným dílem.

Článek 8

1. Spory mezi jednou smluvní stranou a investorem druhé smluvní strany týkající se odškodnění podle článku 3, odstavce 1 a 3 této Dohody, budou oznámeny investorem z jedné smluvní strany druhé smluvní straně písemně, včetně podrobného vysvětlení. Bude-li to možné, budou tyto spory urovnány smírně.

2. Nebude-li spor vyřešen do šesti měsíců ode dne písemného oznámení podle odstavce 1, a nebude-li mezi stranami ve sporu dohodnuta jiná forma urovnání, bude předložen na návrh investora rozhodčímu soudu "ad hoc".

3. Rozhodčí soud "ad hoc" bude ustanoven případ od případu tímto způsobem: každá strana ve sporu jmenuje jednoho rozhodce, tyto dva rozhodci společně jmenují třetího rozhodce, občana třetího státu, který bude předsedou rozhodčího soudu. Rozhodci musí být jmenováni ve lhůtě dvou měsíců, předseda ve lhůtě tří měsíců od data, kdy investor ve sporu oznámil druhé smluvní straně své rozhodnutí předložit spor rozhodčímu soudu.

Nebudou-li lhůty uvedené shora dodrženy, může každá strana ve sporu požádat předsedu Rozhodčího institutu Stockholmské obchodní komory, aby provedl potřebná jmenování.

Členové rozhodčího soudu "ad hoc" musí být občany států, s nimiž obě smluvní strany udržují diplomatické styky.

4. Rozhodčí soud "ad hoc" stanoví svá procesní pravidla v souladu s pravidly Komise OSN pro mezinárodní právo obchodní, přijatými na Konferenci dne 15. prosince 1976.

5. Rozhodčí soud "ad hoc" jedná podle:

- právního řádu smluvní strany ve sporu, na jejímž území je investice umístěna, včetně jeho kolizních norem;
- ustanovení této Dohody;
- ustanovení zvláštní smlouvy, týkající se investice;
- obecně přijatých norem a zásad mezinárodního práva.

6. Rozhodnutí rozhodčího soudu "ad hoc" jsou konečná a závazná pro strany ve sporu. Každá smluvní strana se zavazuje vykonat rozhodnutí podle svého právního řádu.

Článek 9

Každá ze smluvních stran může navrhnout druhé smluvní straně konzultace k jakékoli otázce, týkající se provádění nebo výkladu Dohody. Druhá smluvní strana přijme nezbytná opatření pro uskutečnění této konzultace.

Článek 10

1. Tato Dohoda vstupuje v platnost ve lhůtě jednoho měsíce ode dne, kdy si smluvní strany vzájemně oznámí, že byly splněny všechny podmínky vyžadované ústavními předpisy jejich států.

2. Tato Dohoda se uzavírá na dobu deseti let. Pokud ji jedna ze smluvních stran nevypoví nejpozději šest měsíců před ukončením probíhajícího období její platnosti, prodlužuje se vždy mlčky na dalších deset let.

3. Na investice, které byly uskutečněny před ukončením platnosti této Dohody, se budou vztahovat její ustanovení ještě deset let po skončení její platnosti.

Na důkaz toho zmocněnci obou smluvních stran tuto Dohodu podepsali a opatřili ji svými pečetěmi.

Dáno v Bruselu

dne 24. dubna 1989

ve dvou původních vyhotoveních, každé v jazyce francouzském a českém, přičemž obě znění mají stejnou platnost.

Za Hospodářskou unií
belgicko-lucemburskou:



ROBERT URBAIN

Za Československou socialistickou
republikou:



JAN STEJSKAL

PROTOKOL K DOHODĚ MEZI HOSPODÁŘSKOU UNIÍ BELGICKO-LUCEMBURSKOU A ČESKOSLOVENSKOU SOCIALISTICKOU REPUBLIKOU O VZÁJEMNÉ PODPOŘE A OCHRANĚ INVESTIC

Při podpisu Dohody mezi Hospodářskou unií belgicko-lucemburskou a Československou socialistickou republikou o vzájemné podpoře a ochraně investic se níže podepsaní zmocněnci dohodli takto:

"Ustanovení článku 4 odstavce 1. písmena b), c) Dohody se budou používat, pokud jde o Československou socialistickou republiku tak, že volný převod se bude uskutečňovat z prostředků ve volně směnitelných měnách podniku se zahraniční majetkovou účastí, jestliže nebylo dohodnuto jinak mezi investorem z Hospodářské unie belgicko-lucemburské a příslušnými československými orgány."

Tento protokol je nedílnou součástí výše uvedené Dohody.

Dáno v Bruselu

dne 25. dubna 1989

ve dvou původních vyhotoveních, každé v jazyce francouzském a českém, přičemž obě znění mají stejnou platnost.

Za Hospodářskou unií
belgicko-lucemburskou:



ROBERT URBAIN

Za Československou socialistickou
republikou:

JAN STEJSKAL

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION AND THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC CONCERNING THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Belgo-Luxembourg Economic Union and
The Czechoslovak Socialist Republic,

Desiring to strengthen their friendly relations in accordance with the principles of the Final Act of the Helsinki Conference on Security and Cooperation in Europe, signed on 1 August 1975² and

Desiring to strengthen their economic cooperation by creating favourable conditions for investments by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Considering the beneficial influence which such an agreement could have in improving economic relations and strengthening confidence in the area of investments,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The term “investors” shall mean:

(a) In the case of the Belgo-Luxembourg Economic Union:

(aa) Any individual who, under Belgian or Luxembourg legislation, is a national of the Kingdom of Belgium or of the Grand Duchy of Luxembourg;

(ab) Any corporation constituted in accordance with Belgian or Luxembourg legislation having its head office in the territory of the Kingdom of Belgium or the Grand Duchy of Luxembourg;

(b) In the case of the Czechoslovak Socialist Republic:

(ba) Any corporation constituted in accordance with Czechoslovak legislation having its head office in the territory of the Czechoslovak Socialist Republic;

(bb) Any individual who, under Czechoslovak legislation, is a national of the Czechoslovak Socialist Republic, provided that he is authorized to act as an investor under Czechoslovak law.

2. The term “investments” shall mean any element of assets and any direct or indirect input in any companies in any sector of economic activity whatsoever, and in particular:

(a) Movable and immovable property, and any other rights *in rem*;

(b) Shares and other kinds of interest in companies;

(c) Title to money or any performance having economic value;

¹ Came into force on 13 February 1993 by notification, in accordance with article 10.

² *International Legal Materials*, vol. XIV (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

(d) Industrial and intellectual property rights and goodwill.

Any change in the legal form of investments or reinvestments shall have no effect on their status for the purposes of this Agreement.

Article 2

1. With a view to ensuring the development of their mutual economic relations, each Contracting Party shall undertake to admit into its territory, in accordance with its legislation, investments of investors of the other Contracting Party.

2. This Agreement shall also apply to all investments already existing in the territory of one Contracting Party which were made by investors of the other Contracting Party.

3. Each Contracting Party shall accord to investments made in its territory by investors of the other Contracting Party treatment excluding any illicit or discriminatory measure that might impede their management, maintenance, use, enjoyment or liquidation.

4. Subject to the measures required for the maintenance of public order, such investments shall be safeguarded and protected at all times, in the same manner as investments belonging to investors of the most favoured nation.

5. However, the provisions of paragraphs 3 and 4 shall not extend to privileges which one Contracting Party may accord to investors of a third State by virtue of:

(a) Its participation in an economic union, customs union, free trade area or various international economic groupings, such as the European Economic Community and the Council for Mutual Economic Assistance;

(b) A convention on the avoidance of double taxation or any other convention concerning taxation.

Article 3

1. Investments made by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party may not be expropriated or subjected to other measures of direct or indirect dispossession, whether total or partial, having a similar effect, unless the measures:

(a) Are taken in accordance with a legal procedure and are not discriminatory;

(b) Are accompanied by provisions for the payment of compensation, which shall be paid to investors in convertible currency without delay. Its amount shall be correspond to the real value of the investments on the day prior to their adoption or publication.

2. Investors of either Contracting Party whose investments suffer losses in the territory of the other Contracting Party as a result of an armed conflict, state of emergency or disturbance shall be accorded by the latter Party non-discriminatory treatment equal to that accorded to investors of the most favoured nation in respect of restitutions or any forms of compensation.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall apply to investors of either Contracting Party possessing any form of interest in any company whatsoever in the territory of the other Contracting Party.

4. In all cases covered by this article, each Contracting Party shall accord in its territory to investors of the other Contracting Party treatment equal to that granted to investors of the most favoured nation.

Article 4

1. Each Contracting Party shall guarantee to investors of the other Contracting Party free transfer in convertible currency of assets relating to an investment, and particularly of:

(a) Capital or an additional amount for the maintenance or extension of the investment;

(b) Profits, dividends, interests or other current income;

(c) Amounts intended for the repayment of loans;

(d) Proceeds from a total or partial liquidation of the investment;

(e) Compensation due pursuant to article 3.

2. The transfers envisaged in paragraph 1 shall be effected at the rate of exchange applicable on the date of the transfer under the exchange regulations in force in the territory of each of the Contracting Parties.

3. Each Contracting Party shall make the necessary arrangements to ensure that, after completion of the formalities prescribed by its legislation, transfers are effected without delay and without charges other than the usual taxes or costs.

4. The guarantees mentioned in paragraphs 1, 2 and 3 shall be equal to those accorded to investors of the most favoured nation, subject to the provisions of article 2, paragraph 5.

Article 5

1. If, by virtue of a legal or contractual guarantee, compensation is paid by an insurer to an investor of one Contracting Party for the investment which he made in the territory of the other Contracting Party, the latter Party shall recognize the subrogation of the insurer with regard to the rights of the said investor.

2. In accordance with the guarantee given for the investment concerned, the insurer shall be allowed to claim all the rights which the investor would have been able to exercise if the insurer had not subrogated him.

3. Any dispute between one Contracting Party and the insurer of an investor of the other Contracting Party shall be settled in accordance with the provisions of article 8 of this Agreement.

Article 6

1. This Agreement shall not prevent investors from invoking more favourable provisions contained in the legislation of the Contracting Party in whose territory the investments were made or in international agreements binding on the two Contracting Parties.

2. Investors of one Contracting Party may conclude specific agreements with the other Contracting Party but the provisions of such agreements may not be contrary to this Agreement. Investments made under such specific agreements shall be governed by their provisions and, subsidiarily, by the provisions of this Agreement.

Article 7

1. Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled between the Contracting Parties through the diplomatic channel.
2. If the dispute cannot be settled through this channel, it shall be referred to a joint commission composed of representatives of the Contracting Party. This commission shall meet without delay, at the request of either Contracting Party.
3. If the dispute cannot be settled in this manner within a period of six months following the start of negotiations, it shall be referred to an arbitral tribunal, at the request of either Contracting Party.
4. The arbitral tribunal shall be constituted in the following manner in each case. Each Contracting Party shall appoint an arbitrator and the two arbitrators shall together appoint as chairman of the tribunal a third arbitrator, who shall be a national of a third State. The arbitrators shall be appointed within three months and the chairman within five months from the date on which one Contracting Party notified the other Contracting Party of its intention to refer the dispute to arbitration.
5. If the time limits set in paragraph 4 have not been observed, the Secretary-General of the United Nations shall be invited to make the necessary appointments.
6. The arbitral tribunal shall base its decisions on the provisions of this Agreement and the generally recognized rules and principles of international law.
7. The arbitral tribunal shall first establish its own rules of procedure.
8. The arbitral tribunal shall take its decisions by a majority vote; they shall be final and binding on the Contracting Parties.
9. Each Contracting Party shall bear the costs of its arbitrators and of its representation in the arbitral proceedings. The costs of the chairman and the other costs shall be borne equally by the Contracting Parties.

Article 8

1. Disputes between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party concerning compensation due pursuant to article 3, paragraphs 1 and 3, shall be the subject of a written notification, accompanied by a detailed report, addressed by the investor to the Contracting Party concerned. As far as possible, such disputes shall be settled amicably.
2. If the dispute has not been settled within six months from the date of the written notification mentioned in paragraph 1, and in the absence of any other form of settlement agreed between the parties to the dispute, it shall be referred, at the request of the investor, for arbitration by an *ad hoc* tribunal.
3. This *ad hoc* tribunal shall in each case be constituted in the following manner. Each party to the dispute shall appoint an arbitrator and the two arbitrators shall together appoint as chairman of the tribunal a third arbitrator, who shall be a national of a third State. The arbitrators shall be appointed within a period of two months and the chairman within a period of three months following the date on which the investor who is a party to the dispute notified the Contracting Party concerned of his intention to resort to arbitration. If the time limits specified above are not observed, each party to the dispute may ask the President of the Institute of

Arbitration of the Chamber of Commerce of Stockholm to make the necessary appointments.

The members of the *ad hoc* tribunal shall be nationals of States with which the two Contracting Parties have diplomatic relations.

4. The *ad hoc* tribunal shall establish its own rules of procedure in conformity with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law, adopted at the Conference on 15 December 1976.

5. The *ad hoc* tribunal shall base its decisions on:

- The national law of the Contracting Party which is a party to the dispute in whose territory the investment is situated, including the rules of conflicts of laws;
- The provisions of this Agreement;
- The provisions of the specific commitment concluded on the subject of the investment;
- The generally recognized rules and principles of international law.

6. The arbitral decisions shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party undertakes to enforce the decisions in accordance with its legislation.

Article 9

Each Contracting Party may invite the other Contracting Party to enter into consultations concerning any issue relating to the implementation or interpretation of this Agreement.

The other Contracting Party shall make the necessary arrangements to facilitate such consultations.

Article 10

1. This Agreement shall enter into force one month following the date on which the Contracting Parties notify each other of the completion of the constitutional procedures required in their respective countries.

2. This Agreement shall remain in force for a period of ten years. Unless it is terminated by one of the Contracting Parties at least six months before the expiry of its period of validity, it shall each time be tacitly renewed for a further period of ten years.

3. Investments made before the expiry of this Agreement shall continue to be governed by it for a period of ten years from the date of such expiry.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Contracting Parties, being duly authorized, have signed this Agreement and affixed their seals thereto.

DONE in Brussels, on 24 April 1989, in two copies, each in the French and Czech languages, both texts being equally authentic.

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:
ROBERT URBAIN

For the Czechoslovak
Republic:
JAN STEJSKAL

PROTOCOL TO THE AGREEMENT BETWEEN THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC UNION AND THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC CONCERNING THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

At the time of signature of the Agreement between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Czechoslovak Socialist Republic concerning the reciprocal promotion and protection of investments, the undersigned representatives have additionally agreed on the following:

“The provisions of article 4, paragraph 1 (*b*) and (*c*), shall apply, in the case of the Czechoslovak Socialist Republic, in such a manner that the free transfer is effected by debiting the assets in freely convertible currency of the company in which foreign capital is involved, unless otherwise agreed between the investor of the Belgo-Luxembourg Economic Union and the competent Czechoslovak authorities”.

This Protocol shall be an integral part of the above-mentioned Agreement.

DONE in Brussels, on 24 April 1989, in two copies, each in the French and Czech languages, both texts being equally authentic.

For the Belgo-Luxembourg
Economic Union:
ROBERT URBAIN

For the Czechoslovak Socialist
Republic:
JAN STEJSKAL

ANNEX A

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEX A

ANNEXE A

No. 7310. VIENNA CONVENTION ON
DIPLOMATIC RELATIONS. DONE AT
VIENNA, ON 18 APRIL 1961¹

N° 7310. CONVENTION DE VIENNE
SUR LES RELATIONS DIPLOMATI-
QUES. FAITE À VIENNE, LE 18 AVRIL
1961¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

14 January 1997

ERITREA

(With effect from 13 February 1997.)

Registered ex officio on 14 January 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

14 janvier 1997

ERYTHRÉE

(Avec effet au 13 février 1997.)

Enregistré d'office le 14 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 500, p. 95; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 7 to 24, as well as annex A in volumes 1423, 1427, 1434, 1435, 1437, 1438, 1439, 1440, 1444, 1455, 1457, 1462, 1463, 1480, 1484, 1486, 1492, 1543, 1569, 1574, 1606, 1607, 1647, 1653, 1662, 1665, 1668, 1679, 1685, 1686, 1688, 1691, 1694, 1704, 1712, 1723, 1725, 1727, 1730, 1732, 1761, 1828, 1921, 1929 and 1935.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, p. 95; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 7 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1423, 1427, 1434, 1435, 1437, 1438, 1439, 1440, 1444, 1455, 1457, 1462, 1463, 1480, 1484, 1486, 1492, 1543, 1569, 1574, 1606, 1607, 1647, 1653, 1662, 1665, 1668, 1679, 1685, 1686, 1688, 1691, 1694, 1704, 1712, 1723, 1725, 1727, 1730, 1732, 1761, 1828, 1921, 1929 et 1935.

No. 7832. EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING THE MUTUAL ABOLITION OF CONSULAR FEES ON VISAS. MOSCOW, 13 APRIL 1964¹

N° 7832. ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES CONCERNANT LA SUPPRESSION MUTUELLE DES DROITS CONSULAIRES SUR LES VISAS. MOSCOU, 13 AVRIL 1964¹

TERMINATION as between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Ukraine

Effected by an agreement in the form of an exchange of notes dated at Kiev on 13 October 1995 and 29 March 1996, which came into force on 2 April 1996, with effect from 30 November 1995, in accordance with the provisions of the said notes.

Certified statement was registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 13 January 1997.

ABROGATION entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Ukraine

Effectuée aux termes d'un accord conclu sous forme d'échange de notes en date à Kiev des 13 octobre 1995 et 29 mars 1996, lequel est entré en vigueur le 2 avril 1996, avec effet au 30 novembre 1995, conformément aux dispositions desdites notes.

La déclaration certifiée a été enregistrée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 13 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 539, p. 197, and annex A in volume 1919.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 539, p. 197, et annexe A du volume 1919.

No. 8638. VIENNA CONVENTION ON
CONSULAR RELATIONS. DONE AT
VIENNA, ON 24 APRIL 1963¹

N° 8638. CONVENTION DE VIENNE
SUR LES RELATIONS CONSULAI-
RES. FAITE À VIENNE, LE 24 AVRIL
1963¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

14 January 1997

ERITREA

(With effect from 13 February 1997.)

Registered ex officio on 14 January 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

14 janvier 1997

ÉRYTHRÉE

(Avec effet au 13 février 1997.)

Enregistré d'office le 14 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 596, p. 261; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 9 to 24, as well as annex A in volumes 1413, 1423, 1434, 1444, 1463, 1464, 1479, 1480, 1481, 1484, 1486, 1509, 1516, 1526, 1529, 1540, 1543, 1549, 1583, 1591, 1606, 1607, 1647, 1651, 1653, 1662, 1665, 1668, 1674, 1679, 1685, 1686, 1688, 1689, 1691, 1704, 1712, 1723, 1725, 1727, 1730, 1732, 1761, 1771, 1828, 1861, 1921, 1929, 1935 and 1955.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596, p. 261; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 9 à 24, ainsi que l'annexe A des volumes 1413, 1423, 1434, 1444, 1463, 1464, 1479, 1480, 1481, 1484, 1486, 1509, 1516, 1526, 1529, 1540, 1543, 1549, 1583, 1591, 1606, 1607, 1647, 1651, 1653, 1662, 1665, 1668, 1674, 1679, 1685, 1686, 1688, 1689, 1691, 1704, 1712, 1723, 1725, 1727, 1730, 1732, 1761, 1771, 1828, 1861, 1921, 1929, 1935 et 1955.

No. 15815. AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE SOCIALIST REPUBLIC OF ROMANIA ON THE MUTUAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS OF CAPITAL. SIGNED AT LONDON ON 19 MARCH 1976¹

N° 15815. ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE RELATIF À LA PROMOTION ET À LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS DE CAPITAL. SIGNÉ À LONDRES LE 19 MARS 1976¹

TERMINATION (*Note by the Secretariat*)

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland registered on 13 January 1997 the Agreement between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of Romania for the promotion and reciprocal protection of investments signed at London on 13 July 1995.²

The said Agreement, which came into force on 10 January 1996, provides, in its article 13, for the termination of the above-mentioned Agreement of 19 March 1976.

(13 January 1997)

ABROGATION (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a enregistré le 13 janvier 1997 l'Accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la Roumanie relatif à la promotion et à la protection réciproque des investissements signé à Londres le 13 juillet 1995².

Ledit Accord, qui est entré en vigueur le 10 janvier 1996, stipule, à son article 13, l'abrogation de l'Accord susmentionné du 19 mars 1976.

(13 janvier 1997)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1049, p. 215.
² See p. 99 of this volume.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1049, p. 215.
² Voir p. 99 du présent volume.

No. 31363. UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA. CONCLUDED AT MONTEGO BAY ON 10 DECEMBER 1982¹

N° 31363. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER. CONCLUE À MONTEGO BAY LE 10 DÉCEMBRE 1982¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

14 January 1997

PAPUA NEW GUINEA

(With effect from 13 February 1997.)

Registered ex officio on 14 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

14 janvier 1997

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

(Avec effet au 13 février 1997.)

Enregistré d'office le 14 janvier 1997.

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

SPAIN

(With effect from 14 February 1997.)

With the following declaration:

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

ESPAGNE

(Avec effet au 14 février 1997.)

Avec la déclaration suivante :

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

- 1. El Reino de España recuerda que, como miembro de la Unión Europea, ha transferido competencias a la Comunidad Europea con respecto a ciertas cuestiones reguladas por la Convención. A su debido tiempo se hará una declaración detallada de la índole y extensión de las competencias transferidas a la Comunidad Europea, de conformidad con lo dispuesto en el Anexo IX de la Convención.
2. España, en el momento de proceder a la ratificación, declara que este acto no puede ser interpretado como reconocimiento de cualesquiera derechos o situaciones relativas a los espacios marítimos de Gibraltar que no estén comprendidos en el artículo 10 del Tratado de Utrecht, de 13 de julio de 1713, suscrito entre las Coronas de España y Gran Bretaña. España considera, asimismo, que la Resolución III de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar no es aplicable al caso de la Colonia de Gibraltar, la cual está sometida a un proceso de descolonización en el que son aplicables exclusivamente las Resoluciones pertinentes adoptadas por la Asamblea General de la Organización de las Naciones Unidas.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1833, No. I-31363, and annex A in volumes 1836, 1843, 1846, 1850, 1856, 1862, 1864, 1870, 1880/1881, 1885, 1886, 1896, 1897, 1899, 1902, 1903, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945 and 1952.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° I-31363, et annexe A des volumes 1836, 1843, 1846, 1850, 1856, 1862, 1864, 1870, 1880/1881, 1885, 1886, 1896, 1897, 1899, 1902, 1903, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945 et 1952.

3. España interpreta que:

- a) El régimen establecido en la parte III de la Convención es compatible con el derecho del Estado ribereño de dictar y aplicar en los estrechos utilizados para la navegación internacional sus propias reglamentaciones, siempre que ello no obstaculice el derecho de paso en tránsito.
- b) En el artículo 39, párrafo 3, a), la palabra "normalmente" significa "salvo fuerza mayor o dificultad grave".
- c) Lo dispuesto en el artículo 221 no priva al Estado ribereño de un estrecho utilizado para la navegación internacional de las competencias que le reconoce el Derecho Internacional en materia de intervención en los casos de los accidentes a que se refiere el citado artículo.

4. España interpreta:

- a) Los artículos 69 y 70 de la Convención, en el sentido de que el acceso a la pesca en la Zona Económica Exclusiva de terceros Estados por parte de flotas de Estados desarrollados sin litoral o en situación geográfica desventajosa está condicionado a que los Estados ribereños en cuestión hayan facilitado previamente ese acceso a las flotas de los Estados que hubieran venido pescando habitualmente en la Zona Económica Exclusiva de que se trate.
 - b) En relación con el artículo 297, y sin perjuicio de lo dispuesto en dicho artículo en cuanto a la solución de controversias, los artículos 56, 61 y 62 de la Convención no permiten considerar como discrecionales las facultades del Estado ribereño en cuanto a la determinación de la captura permisible, de su capacidad de explotación y la asignación de excedentes a otros Estados.
- 5. Las disposiciones del artículo 9 del Anexo III no impedirán la participación de los Estados Parte, cuyo potencial industrial no les permita participar directamente como contratistas en la explotación y recursos de la Zona, en las empresas conjuntas a que se refiere el párrafo 2 de ese artículo.**
- 6. De conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1.º del artículo 287, España elige a la Corte Internacional de Justicia, como medio para solución de controversias relativas a la interpretación o aplicación de la presente Convención.»**

[TRANSLATION]

1. The Kingdom of Spain recalls that, as a member of the European Union, it has transferred competence over certain matters governed by the Convention to the European Community. A detailed declaration will be made in due course as to the nature and extent of the competence transferred to the European Community, in accordance with the provisions of Annex IX of the Convention.

2. In ratifying the Convention, Spain wishes to make it known that this act cannot be construed as recognition of any rights or status regarding the maritime space of Gibraltar that are not included in article 10 of the Treaty of Utrecht of 13 July 1713 concluded between the Crowns of Spain and Great Britain. Furthermore, Spain does not consider that Resolution III of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea is applicable to the colony of Gibraltar, which is subject to a process of decolonization in which only relevant resolutions adopted by the United Nations General Assembly are applicable.

3. Spain understands that:

(a) The provisions laid down in Part III of the Convention are compatible with the right of a coastal State to dictate and apply its own regulations in straits used for international navigation, provided that this does not impede the right of transit passage.

(b) In article 39, paragraph 3 (a), the word 'normally' means 'unless by *force majeure* or by distress'.

(c) The provisions of article 221 shall not deprive a State bordering a strait used for international navigation of its competence under international law regarding intervention in the event of the casualties referred to in that article.

4. Spain interprets that:

(a) Articles 69 and 70 of the Convention mean that access to fisheries in the exclusive economic zone of third States by the fleets of developed landlocked or geographically disadvantaged States shall depend on whether the relevant coastal States have previously granted access to the fleets of States which habitually fish in the relevant exclusive economic zone.

[TRADUCTION]

1. Le Royaume d'Espagne rappelle qu'en tant que membre de l'Union européenne, elle a transféré compétence à la Communauté européenne à raison de certaines questions régies par la Convention. Le moment venu, une déclaration viendra préciser dans le détail la nature et l'étendue de la compétence transférée, conformément aux dispositions de l'annexe IX de la Convention.

2. L'Espagne, en ratifiant la Convention, déclare que cet acte ne peut être interprété comme une reconnaissance des droits ou situations relatifs aux espaces maritimes de Gibraltar quels qu'ils soient, qui ne sont pas visés à l'article 10 du Traité d'Utrecht conclu le 13 juillet 1713 entre la Couronne espagnole et la Couronne britannique. De même, l'Espagne considère que la résolution III de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer n'est pas applicable à la colonie de Gibraltar, qui fait l'objet d'un processus de décolonisation auquel s'appliquent les seules résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

3. L'Espagne considère que :

a) Le régime établi dans la partie III de la Convention est compatible avec le droit qu'a l'Etat riverain d'adopter et d'appliquer dans les détroits servant à la navigation internationale ses propres lois et règlements, à condition que l'exercice du droit de passage en transit ne s'en trouve pas entravé.

b) A l'article 39, au paragraphe 3, lettre a le mot « normalement » signifie « sauf cas de force majeure ou difficulté grave ».

c) Aucune disposition de l'article 221 ne prive l'Etat riverain d'un détroit servant à la navigation internationale des compétences que lui reconnaît le droit international en matière d'intervention lors des accidents visés par ledit article.

4. L'Espagne considère que :

a) Les articles 69 et 70 de la Convention signifient que des Etats développés sans littoral ou géographiquement désavantagés n'ont accès aux ressources halieutiques de la zone économique exclusive d'Etats tiers qu'à la condition que ces derniers aient préalablement accordé l'accès aux Etats qui pratiquaient habituellement la pêche dans la Zone économique exclusive en question.

(b) With regard to article 297, and without prejudice to the provisions of that article in respect of settlement of disputes, articles 56, 61 and 62 of the Convention do not allow of an interpretation whereby the rights of the coastal State to determine permissible catches, its capacity for exploitation and the allocation of surpluses to other States may be considered discretionary.

5. The provisions of article 9 of Annex III shall not prevent States Parties whose industrial potential does not enable them to participate directly as contractors in the exploitation of the resources of the zone from participating in the joint ventures referred to in paragraph 2 of that article.

6. In accordance with the provisions of article 287, paragraph 1, Spain chooses the International Court of Justice as the means for the settlement of disputes concerning the interpretation or application of the Convention."

Registered ex officio on 15 January 1997.

b) En ce qui concerne l'article 297, et sans préjudice des dispositions dudit article relatives au règlement des différends, les articles 56, 61 et 62 de la Convention ne permettent pas de considérer que l'Etat côtier a le pouvoir discrétionnaire de fixer le volume admissible des captures et sa capacité d'exploiter, ainsi que de répartir le reliquat de la pêche entre d'autres Etats.

5. Les dispositions de l'article 9 de l'annexe III ne doivent pas empêcher les Etats parties qui en raison de leur potentiel industriel ne peuvent pas conclure des contrats pour l'exploitation des ressources de la Zone, de participer aux entreprises conjointes visées au paragraphe 2 dudit article.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 287, l'Espagne choisit la Cour internationale de Justice comme moyen pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention.

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

No. 31364. AGREEMENT RELATING TO THE IMPLEMENTATION OF PART XI OF THE UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA OF 10 DECEMBER 1982. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 28 JULY 1994¹

N° 31364. ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER DU 10 DÉCEMBRE 1982. ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 28 JUILLET 1994¹

PARTICIPATION in the above-mentioned Agreement

Instrument of ratification to the United Nations Convention on the Law of the Sea of 1982 deposited on:

14 January 1997

PAPUA NEW GUINEA

(With effect from 13 February 1997.)

Registered ex officio on 14 January 1997.

PARTICIPATION à l'Accord susmentionné

Instrument de ratification à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 déposé le :

14 janvier 1997

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

(Avec effet au 13 février 1997.)

Enregistré d'office le 14 janvier 1997.

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

SPAIN

(With effect from 14 February 1997.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

ESPAGNE

(Avec effet au 14 février 1997.)

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1836, No. I-31364, and annex A in volumes 1836, 1841, 1843, 1846, 1850, 1855, 1856, 1858, 1862, 1864, 1865, 1870, 1880/1881, 1884, 1885, 1886, 1887, 1897, 1899, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945, 1947 and 1952.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1836, n° I-31364, et annexe A des volumes 1836, 1841, 1843, 1846, 1850, 1855, 1856, 1858, 1862, 1864, 1865, 1870, 1880/1881, 1884, 1885, 1886, 1887, 1897, 1899, 1904, 1917, 1920, 1921, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1935, 1938, 1945, 1947 et 1952.

No. 33480. UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION IN THOSE COUNTRIES EXPERIENCING SERIOUS DROUGHT AND/OR DESERTIFICATION, PARTICULARLY IN AFRICA. OPENED FOR SIGNATURE AT PARIS ON 14 OCTOBER 1994¹

N° 33480. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION DANS LES PAYS GRAVEMENT TOUCHÉS PAR LA SÉCHERESSE ET/OU LA DÉSSERTIFICATION, EN PARTICULIER EN AFRIQUE. OUVERTE À LA SIGNATURE À PARIS LE 14 OCTOBRE 1994¹

ACCESSION

Instrument deposited on:

14 January 1997

YEMEN

(With effect from 14 April 1997.)

Registered ex officio on 14 January 1997.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

14 janvier 1997

YÉMEN

(Avec effet au 14 avril 1997.)

Enregistré d'office le 14 janvier 1997.

RATIFICATION

Instrument deposited on:

15 January 1997

PARAGUAY

(With effect from 15 April 1997.)

Registered ex officio on 15 January 1997.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

15 janvier 1997

PARAGUAY

(Avec effet au 15 avril 1997.)

Enregistré d'office le 15 janvier 1997.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1954, No. I-33480, and annex A in volume 1955.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1954, n° I-33480, et annexe A du volume 1955.